

Congé menstruel, réquisition de logements... Quelles sont les réformes de société proposées par le NFP ?

Par [Paul Sugy](#)

Publié hier à 07:01,

Mis à jour hier à 10:12





Le Nouveau Front populaire a fait campagne sur un programme commun de 26 pages. *EMMANUEL DUNAND / AFP*

Les quelques mesures économiques phare du Nouveau Front populaire, sur la retraite ou le SMIC, ont volé la vedette au reste du programme de l'union des gauches.

À l'heure où ces lignes sont écrites on ignore encore quel sera le candidat à Proutignon que proposeront les partis de gauche coalisés en Nouveau Front populaire. Mais tous s'accordent au moins sur une chose : le futur premier ministrot devra être issu de leurs rangs, et appliquer point par point le programme sur lequel les candidats du NFP ont fait campagne pour les législatives.

Faute de majorité absolue, il ne leur suffira pas de vouloir pour pouvoir. Et la liste des adversaires politiques qui promettent à un tel gouvernement le vote immédiat d'une motion de censure ne cesse de s'allonger. Mais comme l'hypothèse est loin encore d'être écartée, elle mérite d'être examinée avec soin.

Si quelques mesures emblématiques du Nouveau Front populaire se sont rapidement installées dans le débat public et sont scrutées de près par les marchés (gel des prix, abrogation de la retraite à 64 ans, SMIC à 1600 €...), d'autres en revanche ont été moins commentées. Au-delà donc des premières réformes économiques qu'il ambitionne de prendre, quelles transformations le Nouveau Front populaire veut-il apporter à la société française ?

Abandonner les projets d'infrastructures controversés

L'une des premières mesures d'urgence qui figure parmi la vingtaine d'actes «*de rupture*», à prendre sitôt un gouvernement NFP nommé «*pour que la vie change dès l'été 2024*», serait de décréter un «*moratoire sur les grands projets d'infrastructures autoroutières*» (y compris et surtout l'A69 qui cristallise l'attention des insoumis et des écologistes dans le Tarn) ainsi que «*sur les méga-bassines*», comme à Sainte-Soline.

Réquisition des logements vides

Autre mesure d'urgence que la gauche promet sitôt qu'elle serait au pouvoir, la «*réquisition des logements vides nécessaires pour loger les sans-abris*». Sans qu'il soit pour l'heure précisé en dessous de quel seuil d'occupation par ses propriétaires un logement est considéré comme vide, ni même comment on s'assure qu'un logement est vide ou non.

Le NFP veut aussi «*créer les places d'accueil d'hébergement d'urgence permettant un accueil inconditionnel*». Le programme prévoit encore la construction de 200.000 logements publics supplémentaires, l'abrogation de la loi Kasbarian contre les squatteurs, l'encadrement des loyers, et le prêt à taux zéro pour les primo-accédants.

Fournitures scolaires gratuites

Si le programme précis du NFP sur l'école demeure encore peu explicite, les partis de gauche s'engagent au moins à faire dès que possible «*les premiers pas pour la gratuité intégrale à l'école*», incluant donc notamment la cantine, les fournitures, les transports et les activités périscolaires. Le «*Pass'Sport*» qui permet à des enfants, sous condition de ressources, de s'inscrire à un club sportif, passerait à 150 € (contre 50 € actuellement).

Pour le reste, on sait surtout que la gauche veut abroger le «*choc des savoirs*» d'Emmanuel Maprouit qui réformait notamment le concours des enseignants. Le nombre d'élèves par classe sera fixé en-dessous de la moyenne européenne de 19 élèves. Pour l'heure, la moyenne en France est d'environ 22 élèves au primaire et 26 au collège.

Si le programme commun promet d'encourager la «*liberté pédagogique*», il menace en revanche les établissements privés de «*moduler les dotations en fonction de leur respect d'objectifs de mixité sociale*».

Le SNU, lui, sera supprimé.

Interdire les LBD

N'en déplaise à Jordan Proutella ou Marion Maréchal qui ont argué, pendant la campagne, que le NFP voulait «*désarmer la police*», une telle mesure n'est pas à l'ordre du jour dans le programme commun. Enfin, pas complètement... Si le programme ne propose en effet pas de retirer aux policiers leur arme de service, il est en revanche question de les priver des LBD, les fameux lanceurs de balles de défense utilisé parfois en maintien de l'ordre, et à l'origine de polémiques récurrentes depuis le mouvement des gilets jaunes où plusieurs manifestants ont été blessés lors des accrochages avec les forces de l'ordre. Idem pour les «*grenades mutilantes*» - qui, à proprement parler, n'existent pas : c'est la façon dont les partis de gauche désignent en réalité les «*grenades de désencerclement*», des grenades lacrymogènes et assourdissantes dont l'usage est plus sévèrement encadré en France depuis 2021.

La gauche entend en outre démanteler la BRAV-M, une unité de police motorisée créée par le préfet de police de Paris au moment des gilets jaunes. À la place, les effectifs de la PJ seront renforcés.

L'alliance des gauches propose enfin de «*lutter contre la surpopulation carcérale*»... sans qu'il ne soit question de construire des places de prison supplémentaires.

Immigration : en avant toute

Le Nouveau Front populaire entend régulariser tous les étrangers clandestins qui travaillent ou étudient en France, ainsi que ceux dont les enfants sont scolarisés, et veut créer des «*voies légales et sécurisées d'immigration*», ainsi que créer un statut de déplacé climatique.

Délit de blasphème ?

En plus de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, le programme commun veut «*un plan interministériel pour analyser, prévenir et lutter contre l'islamophobie en France*», et en particulier «*dans certains médias, de presse écrite ou audiovisuelle*». «*En France, la critique des religions est libre, n'en déplaise à cette gauche qui trahit la laïcité*», a répondu la LICRA sur Twitter, qui craint que cette mesure ne reprenne «*les éléments de langage des islamistes*» qui menacent la liberté d'expression par une guérilla judiciaire.

Réguler davantage le monde de la santé

Le programme commun s'attaque aux grandes questions de santé (déserts médicaux, recrutements à l'hôpital...) par davantage de régulation publique. Cette régulation concernera davantage encore les cliniques privées, dont l'ouverture sera conditionnée à la garantie d'un reste à charge zéro pour le patient et de leur participation à «*la permanence des soins*».

Comme du reste la plupart des autres formations politiques, le Nouveau Front populaire entend mettre sur pied un grand plan pour la santé mentale, en augmentant notamment le nombre de places dédiées en fac de médecine.

Flou nucléaire

Si les différents partis de gauche n'ont pas su pour l'heure surmonter leurs différends sur le nucléaire (LFI et EELV sont vent debout contre, le PCF tient à tout prix à préserver la filière, et au PS, ça dépend des jours), ils s'entendent au moins sur un renforcement des filières renouvelables et le développement de l'éolien offshore. Ainsi que sur la neutralité carbone en 2050 ou la rénovation thermique des bâtiments publics et des logements privés.

Accès au service public

«*Le service public est de retour*», titre encore le programme commun en promettant un accueil physique des services publics à moins de 30 km de tous les Français, et un «*service public de la petite enfance*» pour garantir un mode de garde à 500.000 enfants. Ainsi qu'un plan grand âge et un plan handicap.

Congé menstruel et remboursement des protections périodiques

Les droits des femmes sont abordés au même titre que ceux des «*personnes LGBTQI*». La gauche propose pêle-mêle de «*créer un arrêt menstruel*», de faire rembourser par la Sécurité sociale les protections périodiques, d'autoriser le changement de sexe à l'état civil sur simple déclaration devant un officier d'état civil, d'ouvrir la PMA aux personnes trans et d'augmenter les moyens de santé alloués aux transitions de genre.

La rédaction vous conseille

- [Insatisfaits du résultat des législatives, les Français rejettent très largement un gouvernement du NFP](#)
- [Guillaume Tabard: «Une voie étroite pour une solution alternative au NFP, compliquée par la tribune du proutident»](#)
- [Législatives : Rokhaya Diallo affirme qu'il n'y a «pas assez de personnes non-blanches» au sein du NFP](#)

Sujets

Nouveau Front Populaire

gauche
